

# SYRELI



## DÉCISION DE L'AFNIC

**centrale-g7-reservations-france.fr**

**Demande n° FR-2023-03507**



## I. Informations générales

### i. Sur les parties au litige

Le Requéranant : La société G7

Le Titulaire du nom de domaine : La société WHOIS PRIVACY PROTECTION FOUNDATION

### ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : centrale-g7-reservations-france.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 10 juillet 2023 soit postérieurement au 1er juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 10 juillet 2024

Bureau d'enregistrement : Hosting Concepts B.V. d/b/a Openprovider

## II. Procédure

Une demande déposée par le Requéranant auprès de l'Afnic a été reçue le 27 juillet 2023 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requéranant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 11 août 2023.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Régis MASSÉ (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 07 septembre 2023.

## III. Argumentation des parties

### i. Le Requéranant

Selon le Requéranant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de

propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

**(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)**

Dans sa demande, le Requérant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

**[Citation complète de l'argumentation sans les visuels]**

« Notre société G7 (le « Requérant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

*I. Intérêt à agir*

Le Requérant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reservations-france.fr> enregistré le 10 juillet 2023 (Annexe 2).

Le Requérant, originellement « Compagnie française des automobiles de place », a été créé le 4 mars 1905, le nom G7 étant celui qui lui a été attribué par la Préfecture de police de Paris, en tant que garage (G) portant le numéro 7. A ce jour, le Requérant est une centrale de réservation de taxis qui met en relation une flotte de près de 10.000 chauffeurs avec une clientèle de particuliers et de professionnels le plus souvent abonnés à ses services. Il se positionne comme le leader européen du taxi, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe (Annexe 3).

Le Requérant est titulaire de plusieurs enregistrements de marques, dont :

- La marque verbale européenne TAXIS G7 n° 008445091 enregistrée depuis le 06 juillet 2009 ;
- La marque semi-figurative française n° 4294428 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;
- La marque française n° 164294432 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;
- La marque européenne n° 016399263 enregistrée depuis le 23 février 2017,

Notamment pour des services de réservation de taxis et de transport en taxis, véhicules avec chauffeurs, etc (Annexe 4).

Outre les marques « G7 », le Requérant détient des droits sur sa dénomination sociale « G7 » (Annexe 1).

Le Requérant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme le terme " G7" notamment <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <reservation-g7.com>, <g7-reservation.com>, <taxig7.fr>, <taxig7.com>, <taxi-g7.com>, <g7.fr> et <g7.taxi> (Annexe 5).

Le nom de domaine litigieux redirige vers un site se positionnant comme un concurrent du Requérant, en proposant des services de réservation de taxi via un numéro de téléphone (Annexe 6).

En conséquence, le Requérant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reservations-france.fr>.

## II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

### A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> est similaire aux marques antérieures régulièrement enregistrées par le Requérant au point de prêter à confusion (Annexe 4). En effet, le nom de domaine litigieux intègre la marque « G7 » dans son intégralité. Le Requérant affirme en outre que l'ajout des termes « centrale », « réservation » et « France » fait incontestablement référence à l'activité du Requérant, à la territorialité de celle-ci, et aux services pour lesquels ses marques sont protégées en France notamment.

Il est par ailleurs établi que l'ajout de l'extension ".FR" ne suffit pas à échapper à la conclusion que le domaine est similaire à la marque et ne change pas l'impression générale que la désignation est affiliée à la marque du Requérant.

En conséquence, le Requérant soutient que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

### B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

#### Absence d'intérêt légitime

Selon les informations whois, le Titulaire a enregistré le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> le 10 juillet 2023, soit de nombreuses années après l'enregistrement de la marque du Requérant.

Le Requérant indique que le Titulaire ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec le Requérant et qu'il ne dispose d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer un nom de domaine faisant référence au Requérant.

Cette pratique ne peut être considérée comme une utilisation légitime.

#### Mauvaise foi du Titulaire

Le Requérant est titulaire de plusieurs marques « G7 » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 7). Par conséquent, en tant que concurrent du Requérant, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence des marques du Requérant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ces marques et ces noms de domaines antérieurs.

Par conséquent, le Requérant soutient que le Titulaire fait un usage commerciale du nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> et l'a enregistré principalement dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper. Voir cas similaire SYRELI n°FR-2022-02780 (Annexe 8).

Ainsi, le Requérant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reservations-france.fr> à son profit.

Annexes :

Annexe 1 : Copie de l'extrait K-Bis du Requérant

Annexe 2 : Whois du nom de domaine litigieux  
Annexe 3 : Information concernant le Requéran  
Annexe 4 : Copie des marques du Requéran  
Annexe 5 : Whois des noms de domaine du Requéran  
Annexe 6 : Copie du site web litigieux  
Annexe 7 : Information concernant le Requéran  
Annexe 8 : Copie de la décision SYRELI du 24.05.2022 (cas similaire) ».

Le Requéran a demandé, à titre principal, la transmission du nom de domaine et, à titre subsidiaire, sa suppression.

## ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

## IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,  
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,  
Au vu des dispositions du Règlement,  
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

### i. L'intérêt à agir du Requéran

Au regard de l'extrait Kbis de la société G7 (annexe 1) et des notices complètes de marques (annexe 4), le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> est similaire :

- À la dénomination sociale du Requéran, la société G7 immatriculée le 29 avril 1982 sous le numéro 324 379 866 au R.C.S. de Nanterre ayant pour activités : « l'exploitation de centraux d'appels de taxi par appels téléphoniques, télématiques, informatiques, internet ou autres technologies de communication ; l'exploitation de systèmes de distribution de courses de taxis pour des chauffeurs de taxis, la mise en relation de chauffeurs de taxis et de passagers ; l'achat, la vente, la location, l'entretien, la maintenance des équipements et notamment radio-téléphones, terminaux embarqués, centraux téléphoniques, systèmes informatiques fixes ou embarqués, logiciels associés » ;
- À la composante verbale de la marque semi-figurative française « G7 » numéro 4294428 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 7, 9, 12, 35, 37, 38 et 39.

Les noms de domaine invoqués par le Requéran ne peuvent être pris en compte par le Collège pour apprécier son intérêt à agir puisque, selon l'annexe 5 fournie, ces noms de domaine étaient expirés avant la date de dépôt de la demande Syreli.

Le Collège a donc considéré que le Requéran avait un intérêt à agir.

## ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

### a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> est similaire à la marque française semi-figurative antérieure « G7 » du Requérant numéro 4294428 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 7, 9, 12, 35, 37, 38 et 39, car il est composé de la composante verbale de la marque « G7 » reprise intégralement entourée des termes « centrale » et « reservations » et « france » lesquels font référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant, et à des services protégés par lesdites marques en France.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

### b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant est la société G7 immatriculée le 29 avril 1982 sous le numéro 324 379 866 au R.C.S. de Nanterre et ayant pour activité « *Exploitation de réseaux de distribution de courses de taxi l'achat la vente la location l'entretien l'approvisionnement de tous véhicules taxis ou autres* » (annexe 1) ;
- En tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe, la société G7 compte 9000 taxis affiliés et accompagne ses clients dans 180 villes en France, et dans plus de 20 pays grâce à son large réseau de partenaires ; Ce nom fait référence au garage numéro 7 situé à Saint-Ouen, devenu la dénomination sociale officielle du Requérant (annexes 3 et 7) ;
- Le Requérant est titulaire de la marque antérieure « G7 » enregistrée en 2016 couvrant des services tels que « *transports en taxis, services de taxis, services de chauffeur* » (annexe 4) ;
- Selon le Requérant, le Titulaire :
  - Ne détient aucune autorisation pour utiliser les marques du Requérant, ni pour exploiter le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> ;
  - N'est pas en lien avec lui ;
- Le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> est la reprise intégrale de la composante verbale de la marque semi-figurative « G7 » antérieure entourée des termes « centrale », « reservations » et « france » lesquels font référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant, et à des services protégés par lesdites marques en France ;
- Le 27 juillet 2023, le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> renvoie vers un site web proposant des services de réservation de taxi, services couverts par la marque du Requérant (annexe 6).

Le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence et les droits du Requérant, faisait un usage commercial du nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> avec intention de tromper les consommateurs et avait enregistré le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

## V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <centrale-g7-reservations-france.fr> au profit du Requérant, la société G7.

## VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 20 septembre 2023

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

